

ATTESTATION D'EMPLOYEUR DESTINÉE À Pôle emploi

A remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).



ATTENTION : le salarié joindra lui-même un exemplaire de cette attestation à la demande d'allocations d'assurance chômage qui lui sera adressée, s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi (voir bas de la page 3). IL NE DOIT EN AUCUN CAS LA RETOURNER SEULE.

Attestation éditée automatiquement par POLE EMPLOI le 18/08

11

Logiciel utilisé : HR ACCESS - Norme N4DS version V01X06

1. l'employeur

ETABLISSEMENT LA POSTE

ADRESSE

CP VILLE

Téléphone :

Statut juridique :

N° SIRET : 356000000XXXXXX

Code APE/NAF : 5310Z

N° d'affiliation à Pôle emploi (anc' Assédic) ou à l'organisme ayant recouvré les cotisations d'assurance chômage :
[En cas de paiement groupé des cotisations, indiquez le n° d'affiliation à l'Assédic (ou au pôle Emploi) de recouvrement]

Pôle emploi (anc' Assédic) de

Garp (Pôle emploi services)

Autre (précisez)

N°

(CMSA, URSSAF, CCVRP, organisme centraliseur des paies dans chaque port pour les dockers)

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé :



ne rien inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.).

Employeur en auto assurance

Employeur ayant conclu une convention de gestion

N° de la convention de gestion

code analytique

Adhésion aux régimes particuliers pour les emplois "aidés" (CES, apprentis, emplois jeunes, etc.)

Employeur ayant adhéré à titre révocable

Date d'adhésion :

Statut du salarié : stagiaire titulaire non titulaire

2. le salarié

M Mme Mlle

Nom de naissance : NOM

Prénom : THOMAS

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :

Adresse : 97 RUE XXXXX

DENAIN

Code postal : 5XXXX

NIR : 1XXXXXX2322

Date de naissance : 31/08/XXXX

Le salarié a-t-il un lien de parenté avec le chef d'entreprise ?

oui non

Si oui, lequel ? (conjoint, enfant, etc.) :

Niveau de qualification : profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de [40] Statut cadre ou assimilé : oui non

(code : voir notice)

3. caisses de retraite complémentaire du salarié

Siège, nom et adresse des institutions de retraite

ARRCO :

AGIRC : XXX

Autres :

(Pour les cadres ou assimilés affiliés à l'AGIRC et à l'ARRCO, les deux institutions doivent être renseignées).

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de Pôle Emploi. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.

4. emploi

- Durée d'emploi salarié : _____ du 0| | (2|0|1|0| au 3|1|0|
- Dernier emploi tenu : APPRENTI II.3 Dernier lieu de travail : _____ Dépt. L' _____
- Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : _____
- Préavis : effectué : _____ du _____ au _____
 non effectué } payé : _____ du _____ au _____
 non payé : _____ du _____ au _____
(motif) : _____
- En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse : _____ et le numéro d'affiliation : _____
- Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? oui non
- Catégorie d'emploi particulier : intérimaire intermittent travailleur à domicile
 expatrié employé de maison assistante maternelle autre : _____ (précisez)
- Horaire de travail : _____ hebdomadaire _____ annuel
- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : _____ 35 h _____
- du salarié : _____ 35 h _____
- motif en cas de différence : travail à temps partiel
 autre motif : _____ (précisez)
- Nature du contrat : contrat à durée indéterminée contrat à durée déterminée
- Contrat de type particulier : apprentissage professionnalisation orientation qualification adaptation
 emploi-solidarité emploi jeunes (dispositif 1997) contrat jeunes en entreprise (dispositif 2002) CIE
 CAE contrat d'avenir autre : _____ contrat d'apprentissage entreprises non artisanales de plus de 10 salariés (loi de 2002) (précisez)
- Statut particulier : gérant administrateur/PDG/DG Mbre/Pdt du Directoire
 Mbre du Cons. de surveillance Pdt d'une association Mbre d'un GIE associé/actionnaire
 autre : _____ (précisez)

5. chômage total sans rupture de contrat de travail

- 40 oui non
- Avez-vous demandé les allocations de chômage partiel à la DDTEFP ? _____ oui non
- Si oui, période indemnisée au titre du chômage partiel : du _____ au _____
- Date de reprise prévue : _____

6. motif de la rupture du contrat de travail

- 11 licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire
- 12 licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement
- 14 licenciement pour motif économique

Salarié licencié à l'âge de 55 ans ou plus

Si une convention FNE a été conclue par l'entreprise, l'intéressé a-t-il refusé la proposition d'adhérer à la convention ? 10 oui 21 non

- 15 licenciement pour fin de chantier
- 20 licenciement pour autre motif, (précisez) : _____
- 25 autre rupture pour raison économique (Art. L. 1233-3 al.2 du C. du T.)
- 31 fin de contrat à durée déterminée
- 32 fin de mission d'intérim
- 81 fin de contrat d'apprentissage

- 82 résiliation judiciaire du contrat
- 83 rupture pour force majeure ou fait du prince
- 84 rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
- 34 fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur
- 35 fin de période d'essai à l'initiative du salarié
- 36 rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur
- 37 rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié
- 38 mise à la retraite par l'employeur
- 39 départ à la retraite à l'initiative du salarié
- 59 démission (motif) : _____
- 88 rupture conventionnelle (Art. L. 1237-14 du C. du T.)
- 60 autre motif : (précisez) : _____

7.1 salaires des 12 mois civils complets précédant le dernier jour travaillé et payé

Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 12 mois civils précédant le dernier jour travaillé et payé.
(Ex : dernier jour travaillé et payé : le 25/02/2009, indiquez les salaires du 01/02/2008 au 31/01/2009).

Dernier jour travaillé payé :

3 0 1 2

| Période de paie | | Date de paie | Nb d'heures travaillées | Nb de jours n'ayant pas été intégralement payés | Salaire mensuel brut | Montant du précompte Assurance chômage (part salariale) | Observations En cas de variation significative des salaires, indiquez-en le motif |
|-----------------|---------|--------------|-------------------------|---|----------------------|---|--|
| du | au | | | | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | |
| 01/08/2 | 31/08/2 | 31/08/201 | 15 | | 85 | | |
| 01/09/2 | 30/09/2 | 30/09/201 | 15 | | 95 | | |
| 01/10/2 | 31/10/2 | 31/10/201 | 15 | | 9€ | 7 | |
| 01/11/2 | 30/11/2 | 30/11/201 | 15 | | 9€ | 7 | |
| 01/12/2 | 31/12/2 | 31/12/201 | 15 | | 9€ | 5 | |
| 01/01/2 | 31/01/2 | 31/01/201 | 15 | | 9 | 9 | |
| 01/02/2 | 29/02/2 | 29/02/20 | 15 | | 9 | 9 | |
| 01/03/2 | 31/03/2 | 31/03/20 | 15 | | 9 | 6 | |
| 01/04/2 | 30/04/2 | 30/04/20 | 15 | | 9 | 9 | |
| 01/05/2 | 31/05/2 | 31/05/20 | 15 | | 9 | 9 | |
| 01/06/2 | 30/06/2 | 30/06/20 | 15 | | 9 | 9 | |
| 01/07/2 | 31/07/2 | 31/07/20 | 15 | | 10 | 6 | |
| 01/08/2 | 31/08/2 | 31/08/20 | 15 | | 10 | 3 | |

7.2 primes et indemnités de périodicité différente des salaires, non mentionnées dans le cadre 7.1

| Période couverte par l'indemnité ou la prime | | Date de paiement | Nature de la prime ou indemnité (13 ^e mois, prime de bilan, prime exceptionnelle...), ATTENTION : les indemnités de départ ou compensatrices de congés payés ne doivent pas figurer ici. | Montant soumis aux contributions d'assurance chômage |
|--|----------|------------------|--|--|
| du | au | | | |
| 01/01/2 | 31/12/20 | 31/05/20 | prime liée à l'activité avec période de rattachement spécifique | |
| 01/01/2 | 31/12/20 | 31/08/20 | prime liée à l'activité avec période de rattachement spécifique | |

POUR S'INSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,

LE SALARIÉ A 2 POSSIBILITÉS :

- 1 > par internet : www.pole-emploi.fr - Rubrique "Demandeurs d'emploi" - Accès aux services.
- 2 > par téléphone : en composant le 3949 (selon le service, appel gratuit ou de 0,11 € TTC depuis un poste fixe, hors éventuel surcoût de votre opérateur).

Logiciel utilisé : HR ACCESS - Norme N4DS version V01X06

7.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

salaire

(versé après le dernier mois civil mentionné au cadre 7.1)

| Période du | au | Date de paiement | Nb. d'heures travaillées | Salaire brut | Montant du précompte Assurance chômage (part salariale) |
|------------|----|------------------|--------------------------|--------------|---|
| | | | | | |

indemnité compensatrice de préavis

Montant : _____ | EUR

indemnité compensatrice de congés payés

Montant : _____ | EUR

Jours ouvrables : _____

Indemnité due par une caisse professionnelle

(précisez laquelle) : _____

total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture

_____ | EUR

• Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : _____ | EUR

dont indemnités :

- légale de licenciement _____ | EUR
(Art. L. 1234-9 du C. du T.)
- spéciale de licenciement _____ | EUR
- minimale de rupture conventionnelle _____ | EUR
(Art. L. 1237-13 du C. du T.)
Montant correspondant à celui de l'indemnité légale de licenciement
- spécifique de licenciement _____ | EUR
(Art. L. 1235-15 du C. du T.)
- de fin de contrat à durée déterminée _____ | EUR
- due aux journalistes _____ | EUR
- de fin de mission _____ | EUR
- légale de clientèle _____ | EUR
- de départ à la retraite _____ | EUR
- légale due au personnel navigant de l'aviation civile _____ | EUR
- versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. _____ | EUR
- due en raison d'un sinistre _____ | EUR
- autres indemnités légales _____ | EUR

• Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : _____ | EUR

• Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : _____ | EUR

Une transaction est-elle en cours ? oui* non

*Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.

8. avance du régime de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance de l'AGS :

- a-t-elle été perçue ? oui Pour quelles créances : _____
 non Motif : _____
- est-elle à percevoir ? oui Pour quelles créances : _____
 non Motif : _____

9. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : NON (prénom) : PRENON

agissant en qualité de :

- chef d'entreprise
- directeur
- comptable
- mandataire liquidateur
- gérant
- chef du personnel
- administrateur judiciaire
- autre : gest. maré
(préférez)

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DDTEFP ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

A VILLE le DATE

Signature

Signature obligatoire

Personne à joindre concernant cette attestation :

NON PRENON

Téléphone : XXXXXXXXXXXX

Cachet de l'entreprise

CACHET
obligatoire